

N° : 2006-09-04  
Service : Finances

**OBJET : HMF – REAMENAGEMENT DE DEUX PRETS CAISSE DES DEPOTS ET  
CONSIGNATIONS**

**- LE CONSEIL MUNICIPAL -**

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

Habitations Modernes Familiales Rhône Alpes a sollicité de la Caisse des dépôts et consignations, qui a accepté, le réaménagement de 2 contrats de prêt par leur regroupement sous la forme d'un nouveau contrat.

La garantie de la commune d'Oullins est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu l'article R.221.19 DU Code monétaire et financier ;

Vu les articles L 2252-1 et L-2252.2 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2021 du Code Civil ;

**- DELIBERE -**

**À L'UNANIMITÉ** des membres présents

**Article 1** : La commune d'Oullins accorde sa garantie pour le remboursement des prêts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations au profit d'Habitations Modernes Familiales Rhône Alpes dans les conditions suivantes :

A hauteur de 15% des sommes dues au titre du contrat de compactage n° 105 877  
(regroupant les anciens contrats référencés en annexe)

Date d'effet du réaménagement : 01/04/2006

Capital total réaménagé : 328 682,57 €

Dont intérêts compensateurs : 0 €

Date de 1<sup>ère</sup> échéance : 01/02/2007

Durée d'amortissement du prêt

A compter de la 1<sup>ère</sup> échéance : 8 ans

Périodicité des échéances : annuelle

Taux d'intérêt actuariel annuel : 3,56%

Taux annuel de progressivité : 0%

Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont établis sur la base du taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du réaménagement.

Ces caractéristiques s'appliquent au montant total du capital réaménagé des prêts référencés en annexe à la date d'effet du contrat de compactage constatant le réaménagement, pour la durée de remboursement du prêt.

**Article 2** : Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la

commune d'Oullins s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 3** : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

**Article 4** : Le Conseil Municipal autorise le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

**POUR EXTRAIT CONFORME**  
**Le Maire,**

**François-Noël BUFFET**